Chambre régionale
des comptes
La Réunion

COPIE

Avis n° B 2018-006

Séance du 10 juillet 2018

AVIS

Article L. 1612-14 du code général des collectivités territoriales
Budget primitif 2018

COMMUNE DE SAINT-LOUIS

Département de La Réunion

LA CHAMBRE RÉGIONALE DES COMPTES DE LA RÉUNION

VU le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 1612-14 et L. 1612-19 ;

VU le code des juridictions financières, notamment son article L. 232-1 ;

VU les lois et règlements relatifs à la comptabilité et aux budgets des communes ;

VU l'arrêté n° 18-001 du 16 février 2018 portant organisation et détermination de la compétence des formations de délibéré des chambres régionales des comptes de La Réunion et Mayotte ;

VU la lettre du 7 juin 2018, enregistrée au greffe le 11 juin 2018, par laquelle le préfet de La Réunion lui a transmis le budget primitif 2018 de la commune de Saint-Louis, en application de l'article L. 1612-14, du code général des collectivités territoriales ;

VU la lettre de son président en date du 12 juin 2018 informant le maire de Saint-Louis de la date limite à laquelle peuvent être présentées ses observations, ensemble les éléments d'information recueillis au cours de l'instruction ;

VU ses précédents avis, notamment des 2 juillet et 13 août 2009, 20 juillet 2010, 12 juillet, 2 novembre et 29 novembre 2011, 4 juin et 31 octobre 2012, 7 juin et 26 novembre 2013, 11 juin 2014, 16 janvier et 19 mai 2015, 12 mai 2016, 22 juin 2017 sur la mise en œuvre d'un plan de résorption du déficit budgétaire de la commune ;

VU l'arrêté du 3 juillet 2017 du préfet de La Réunion portant règlement d'office du budget primitif 2017 de la commune de Saint-Louis ;

VU les échanges avec la commune ;

Sur le rapport de M. Paul Parent, premier conseiller ;

Après avoir entendu le rapporteur en ses observations ;

COPIE

I - SUR LA TRANSMISSION DU BUDGET PRIMITIF

CONSIDÉRANT que, selon les dispositions des 2ème et 3ème alinéas de l'article L. 1612-14 du code général des collectivités territoriales « *lorsque le budget d'une collectivité territoriale a fait l'objet des mesures de redressement prévues à l'alinéa précédent, le représentant de l'État dans le département transmet à la chambre régionale des comptes le budget primitif afférent à l'exercice suivant. / Si, lors de l'examen de ce budget primitif, la chambre régionale des comptes constate que la collectivité territoriale n'a pas pris de mesures suffisantes pour résorber ce déficit, elle propose les mesures nécessaires au représentant de l'État dans le département dans un délai d'un mois à partir de la transmission prévue à l'alinéa précédent. Le représentant de l'État règle le budget et le rend exécutoire…* » ;

CONSIDÉRANT que selon l'article R. 1612-29 du même code, « *lorsque les budgets primitifs des exercices au cours desquels le déficit doit être résorbé ne font pas ressortir les mesures suffisantes à cette résorption, la chambre régionale des comptes, à laquelle ces budgets ont été transmis par le représentant de l'État, propose à ce dernier les mesures nécessaires, dans les conditions prévues à l'article R. 1612-21. Lorsque les budgets font ressortir des mesures suffisantes, la chambre le constate.* » ;

CONSIDÉRANT que le budget primitif 2017 de la commune de Saint-Louis a été arrêté en équilibre pour chacune des sections par le préfet de La Réunion sur proposition de la chambre dans le cadre d'un plan pluriannuel de redressement ; que le préfet a transmis à la chambre, par bordereau enregistré au greffe de la juridiction le 11 juin 2018, le budget primitif de la commune de Saint-Louis ;

CONSIDÉRANT qu'il résulte de ce qui précède que la transmission du préfet de La Réunion est conforme aux dispositions du 2ème alinéa de l'article L. 1612-14 du code général des collectivités territoriales ; que par suite il appartient à la chambre de vérifier, au regard des dispositions précitées du code général des collectivités territoriales, le caractère suffisant des mesures de résorption du déficit, et de proposer, le cas échéant, des mesures complémentaires ;

II - SUR LE BUDGET PRIMITIF 2018 ET LES MESURES DE REDRESSEMENT PRISES PAR LA COLLECTIVITÉ

CONSIDÉRANT qu'aux termes de l'article L. 1612-4 du code général des collectivités territoriales : « *le budget de la collectivité territoriale est en équilibre réel lorsque la section de fonctionnement et la section d'investissement sont respectivement votées en équilibre, les recettes et les dépenses ayant été évaluées de façon sincère, et lorsque le prélèvement sur les recettes de la section de fonctionnement au profit de la section d'investissement, ajouté aux recettes propres de cette section, à l'exclusion du produit des emprunts, et éventuellement aux dotations aux comptes d'amortissements et de provisions, fournit des ressources suffisantes pour couvrir le remboursement en capital des annuités d'emprunt à échoir au cours de l'exercice* » ;

COPIE

CONSIDÉRANT que le 23 mai 2018, le conseil municipal de Saint-Louis a adopté son budget primitif 2018 (budget principal) en équilibre apparent avec 85 454 810,81 € de recettes et de dépenses en section de fonctionnement, et 27 521 709,78 € de recettes et de dépenses en section d'investissement comme détaillé ci-après ;

Tableau n°1 : Budget primitif de 2018 voté (en euros)

	Dépenses	Recettes	Équilibre
Section de fonctionnement			
Crédits votés	85 454 810,81	85 398 200,00	- 56 610,81
Restes à réaliser			
Résultat de fonctionnement reporté		56 610,81	+ 56 610,81
Total	**85 454 810,81**	**85 454 810,81**	**0**
Section d'investissement			
Crédits votés	16 983 612,00	17 981 940,10	+ 998 328,10
Restes à réaliser	3 928 035,03	9 539 769,68	+ 5 611 734,65
Résultat d'investissement reporté	6 610 062,75		- 6 610 062,75
Total	**27 521 709,78**	**27 521 709,78**	**0**
Total cumulé des deux sections	**112 976 520,59**	**112 976 520,59**	**0**

Source : Budget primitif 2018 (en euros).

A – En ce qui concerne les reports

CONSIDÉRANT que le 18 avril 2018, le conseil municipal a voté le compte administratif 2017 avec un excédent de fonctionnement de 56 610,81 € et un déficit d'investissement de 6 610 062,75 €, soit un résultat global de clôture déficitaire de 6 553 451,94 € avant reprise des restes à réaliser et de 941 717,29 € après intégration de ces derniers comme détaillé ci-après :

COPIE

Tableau n°2 : Compte administratif du budget principal de 2017 voté (en euros)

	Réalisé (A)	Restes à réaliser (B)	Total (A+B)
Section de Fonctionnement			
Dépenses	83 874 028,67	-	83 874 028,67
Recettes	86 214 044,38	-	86 214 044,38
Résultat de l'exercice	2 340 015,71	-	2 340 015,71
Résultat n-1	- 2 283 404,90	-	- 2 283 404,90
Résultat comptable	**56 610,81**	-	56 610,81
Section d'investissement			
Dépenses	17 579 643,92	3 928 035,03	21 507 678,95
Recettes	16 385 031,59	9 539 769,68	25 924 801,27
Solde d'exécution	- 1 194 612,33	5 611 734,65	4 417 122,32
Solde d'exécution n-1	- 5 415 450,42	-	- 5 415 450,42
Résultat comptable	**- 6 610 062,75**	-	- 6 610 062,75
Résultat global de clôture	**- 6 553 451,94**	**5 611 734,65**	- 941 717,29

Source : compte administratif de 2017.

CONSIDÉRANT qu'il y a concordance entre les résultats comptables du compte de gestion et ceux du compte administratif 2017 ; que l'excédent de la section de fonctionnement et le déficit de la section d'investissement ont été reportés dans les sections correspondantes du budget primitif 2018 ; que toutefois ce report n'était pas possible en raison d'une insincérité significative entachant le montant des restes à réaliser en recettes ;

CONSIDÉRANT qu'aux termes des dispositions de l'article R. 2311-11 du code général des collectivités territoriales : « *A. - Le besoin ou l'excédent de financement de la section d'investissement constaté à la clôture de l'exercice est constitué du solde d'exécution corrigé des restes à réaliser (…). / Les restes à réaliser de la section d'investissement arrêtés à la clôture de l'exercice correspondent aux dépenses engagées non mandatées et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre (…).* » ;

CONSIDÉRANT qu'il ressort du compte administratif 2017 que le montant des restes à réaliser s'élève à 3 928 035 € en dépenses et à 9 539 770 € en recettes, dont 5 050 000 € au chapitre 16 « emprunts et dettes assimilées » ; que, si la commune justifie de 3 205 465 € de recettes certaines d'emprunt[1] n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre avant le 31 décembre 2017, les autres 1 844 535 € de recettes d'emprunt n'ont pas fait l'objet d'un avis favorable exprès de la part d'un organisme prêteur ; que, dès lors, ces dernières recettes ne peuvent pas être regardées comme des restes à réaliser ; que, par suite, il convient de diminuer d'un montant de 1 844 535 € les restes à réaliser du chapitre 16 et de les ramener de 5 050 000 € à 3 205 465 € ;

[1] 2 050 000 € correspondant au solde des tirages possibles au titre de l'emprunt n° CRE 1710 01 auprès de l'Agence française pour le développement et 1 155 465 € correspondant à l'emprunt n° 77345 auprès de la Caisse des dépôts et consignations.

COPIE

CONSIDÉRANT qu'après corrections apportées par la chambre, l'exercice budgétaire 2017 se solde, non pas par un retour à l'équilibre contrairement à l'objectif fixé par l'arrêté préfectoral de règlement du budget, mais par un résultat global de clôture déficitaire de 2 786 252,29 €, comme détaillé ci-après ;

Tableau n°3 : Compte administratif du budget principal de 2017 après corrections de la chambre (en euros)

	Réalisé (A)	Restes à Réaliser (B)	Corrections (C)	Total (A+B+C)
Section de Fonctionnement				
Dépenses	83 874 028,67	-	-	83 874 028,67
Recettes	86 214 044,38	-	-	86 214 044,38
Résultat de l'exercice	2 340 015,71	-	-	2 340 015,71
Résultat n-1	- 2 283 404,90	-	-	- 2 283 404,90
Résultat comptable	**56 610,81**	**-**	**-**	**56 610,81**
Section d'investissement				
Dépenses	17 579 643,92	3 928 035,03	-	21 507 678,95
Recettes	16 385 031,59	9 539 769,68	- 1 844 535,00	24 080 266,27
Solde d'exécution	- 1 194 612,33	5 611 734,65	- 1 844 535,00	2 572 587,32
Solde d'exécution n-1	- 5 415 450,42		-	- 5 415 450,42
Résultat comptable	**- 6 610 062,75**		**-**	- 6 610 062,75
Résultat global de clôture	**- 6 553 451,94**	**5 611 734,65**	**- 1 844 535,00**	**- 2 786 252,29**

Source : chambre régionale des comptes d'après compte administratif de 2017.

CONSIDÉRANT qu'aux termes de l'article R. 2311-12 du code général des collectivités territoriales, le résultat de la section de fonctionnement « *est affecté, lorsqu'il s'agit d'un excédent : 1° En priorité, en réserves pour la couverture du besoin de financement de la section d'investissement apparu à la clôture de l'exercice précédent…* » ;

CONSIDÉRANT que l'exécution du budget 2017 s'étant traduite, comme il vient d'être rappelé, par un excédent de la section de fonctionnement de 56 611 € et un besoin de financement de la section d'investissement de 2 786 252 €, il convient en application des dispositions précitées d'affecter prioritairement l'intégralité de l'excédent de la section de fonctionnement à la couverture du besoin de financement de la section d'investissement ; que, par suite, il y a lieu de supprimer la somme de 56 611 € de la ligne « report à nouveau » en section de fonctionnement et de l'inscrire au compte 1068 « excédent de fonctionnement capitalisé » en section d'investissement ;

COPIE

B – En ce qui concerne les mesures nouvelles

CONSIDÉRANT que, si le budget primitif est un document prévisionnel, il appartient au juge des comptes d'apprécier la sincérité de ce budget compte tenu des informations disponibles et des prévisions qui peuvent raisonnablement en découler non pas au jour de l'adoption du budget, mais au jour où il se prononce ; que dans les limites de la durée inhérente à l'instruction, sans qu'il soit besoin d'examiner la sincérité des travaux en régie estimée à 550 000 €, la sincérité des mesures nouvelles du budget primitif appelle les observations suivantes ;

CONSIDÉRANT que la commune a inscrit aux chapitres 73 « impôts et taxes » et 74 « dotations, subventions et participations » respectivement des montants de 56 198 300 € et 25 466 900 € ; qu'outre le fait que des erreurs d'imputation comptable affectent ces deux chapitres, la correcte reprise des informations disponibles au jour où la chambre se prononce nécessite de modifier les montants des différentes ressources qui composent ces chapitres comme suit ;

Tableau n°4 : Détail des chapitres 73 et 74 avant et après corrections de la chambre (en euros)

Article	Intitulé	BP 2018	Corrections	BP Corrigé
73	**Impôts et taxes**	**56 198 300**	**10 464 431**	**66 662 731**
73111	Taxes foncières et d'habitation	24 292 300	10 493 055	34 785 355
7318	Autres impôts locaux	100 000	0	100 000
73211	Attribution de compensation	7 265 000	0	7 265 000
73223	Fonds péréquation	1 184 000	0	1 184 000
7351	Taxe consom. finale électricité	590 000	0	590 000
7368	Taxe locale publicité extérieure	150 000	0	150 000
7372	Taxe sur les carburants	2 979 000	0	2 979 000
7373	Octroi de mer	19 138 000	-28 624	19 109 376
7381	Taxes additionnelles DMTO	400 000	0	400 000
7388	Autres taxes diverses	100 000	0	100 000
74	**Dotations et participations**	**25 466 900**	**-11 735 536**	**13 731 364**
7411	Dotation forfaitaire	4 966 700	56	4 966 756
7412	DACOM	4 891 800	16 400	4 908 200
74718	Autres participations	300 000	0	300 000
7478	Prestation d'aide restauration scolaire	2 000 000	0	2 000 000
748314	dotat° unique compensat° spécif. TP	9 000	-9 000	0
74834	Etat - compensat° exon. Taxes fonc.	12 255 400	-11 811 580	443 820
74835	Etat - compensat° exon. Taxe habitat°	1 016 000	68 588	1 084 588
7484	Dotation de recensement	13 000	0	13 000
7485	Dotation Titres sécurisés	15 000	0	15 000
	TOTAL	**81 665 200**	**-1 271 105**	**80 394 095**

Source : chambre régionale des comptes d'après compte administratif de 2017, état 1259 de notification des taux d'imposition des taxes directes locales pour 2018, arrêté n° 15 du préfet de La Réunion du 5 janvier 2018 fixant les taux de répartition du produit de l'octroi de mer entre les communes du département de La Réunion - Année 2018, Direction générale des collectivités locales - fiche dotations 2018.

COPIE

CONSIDÉRANT qu'après la prise en compte des différentes corrections figurant au tableau, les crédits des chapitres 73 et 74 doivent être respectivement portés à 66 662 731 € et ramenés à 13 731 364 € ; qu'il en résulte une diminution globale de recettes de 1 271 105 € par rapport au budget primitif adopté par le conseil municipal ;

CONSIDÉRANT que le budget primitif prévoit une recette de 510 000 € au chapitre 77 « produits exceptionnels », dont 500 000 € de produits des cessions d'immobilisations ; qu'en application de la nomenclature M 14 le montant prévu du prix des cessions d'immobilisations est inscrit en recettes de la section d'investissement du budget au chapitre 024 « produits des cessions d'immobilisations »[2] ; qu'il convient de réduire de 500 000 € les recettes prévues au chapitre 77 et d'imputer cette recette au chapitre 024 « produits des cessions d'immobilisations » de la section d'investissement ; qu'il convient parallèlement de diminuer le chapitre 67 « dépenses exceptionnelles » du montant de 340 000 € correspondant à la valeur nette comptable des immobilisations cédées ;

CONSIDÉRANT que, une fois les différentes corrections effectuées pour rétablir la sincérité des prévisions, le budget primitif de la commune se présenterait avec un déficit de 1 487 716 € en section de fonctionnement et un déficit de 1 287 924 € en section d'investissement, soit un déficit global de 2 775 640 € ; que, par suite, il y a lieu de constater le caractère insuffisant des mesures prises par la commune pour résorber son déficit ;

III - SUR LES MESURES COMPLÉMENTAIRES NÉCESSAIRES AU RÉTABLISSEMENT DE L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE

CONSIDÉRANT qu'aux termes de l'article R. 1612-28 du code général des collectivités territoriales : « *Les propositions de la chambre régionale des comptes, formulées conformément à l'article L. 1612-14 et tendant au rétablissement de l'équilibre budgétaire, portent sur des mesures relevant de la seule responsabilité de la collectivité ou de l'établissement public concerné, propres à apurer le déficit constaté. Elles précisent la période au cours de laquelle l'apurement doit intervenir.* » ;

CONSIDÉRANT que la section de fonctionnement présenterait, un déficit de 1 487 716 € ;

CONSIDÉRANT que l'inscription de 10 141 171 € au chapitre 65 « autres charges de gestion » résulte d'une augmentation des indemnités des élus, des subventions versées au centre communal d'action sociale, à la caisse des écoles et aux associations par rapport à celles versées en 2017 ; que ces augmentations sont contradictoires avec la diminution de leurs effectifs et ne sont pas justifiées par des conventions d'objectifs et de moyens avec les organismes concernés ; que dans ces conditions les crédits du chapitre 65 peuvent être diminués de 800 000 € et ramenés à 9 341 171 € ;

CONSIDÉRANT que l'inscription de 930 000 € au chapitre 66 « charges financières » recouvre notamment des charges d'intérêt correspondant à des emprunts que la commune n'a pas encore souscrits ; qu'il est raisonnable d'estimer que la première échéance des emprunts contractés au second semestre 2018 sera imputable sur l'exercice 2019 ; que dans ces conditions les crédits du chapitre 66 peuvent être diminués de 80 000 € et ramenés à 850 000 € ;

CONSIDÉRANT que le budget voté prévoit un virement de la section de fonctionnement à la section d'investissement d'un montant de 1 483 640 € ; qu'en diminuant ce montant de 607 716 € pour le ramener à 875 924 €, les dépenses et les recettes de la section de fonctionnement s'équilibreraient à hauteur de 83 627 095 € ;

---

[2] M14, Tome 2, Titre 3, chapitre 3, 1.3.1 Cessions à titre onéreux.

COPIE

CONSIDÉRANT que suite à la diminution du virement de la section de fonctionnement de 607 716 €, le déficit de la section d'investissement serait porté à 1 895 640 € ;

CONSIDÉRANT que la commune peut raisonnablement envisager des recettes nouvelles d'emprunts à hauteur de 6 000 000 € portant le montant total du chapitre 16 « emprunts et dettes assimilées » à 9 205 465 € après diminution de 1 844 545 € des restes à réaliser de 2017 ; que ce montant d'emprunts nouveaux, aux conditions de durée et de taux des deux derniers emprunts contractés, serait compatible avec le profil d'extinction de la dette ;

CONSIDÉRANT que l'inscription de 4 073 000 € de dépenses au chapitre 16 « emprunts et dettes assimilées » recouvre notamment des amortissements d'emprunts que la commune n'a pas encore souscrits ; qu'il est raisonnable d'estimer que la première échéance des emprunts contractés au second semestre 2018 sera imputable sur l'exercice 2019 ; que, dans ces conditions et selon le tableau d'amortissement des emprunts contractés par la ville, le montant inscrit pourrait être diminué de 573 000 € ;

CONSIDÉRANT que, pour assurer l'équilibre de la section d'investissement, il y a lieu de réduire le montant des dépenses de 1 322 640 € ; qu'en l'absence de priorisations des dépenses d'équipement par la commune, cette réduction pourrait être répartie proportionnellement comme suit : 166 113 € au chapitre 20 « immobilisations incorporelles », 141 855 € au chapitre 21 « immobilisations corporelles » et 1 014 672 € au chapitre 23 « immobilisations en cours » ; que, dès lors, les dépenses et les recettes de la section de fonctionnement s'équilibreraient à hauteur de 25 626 070 € ;

CONSIDÉRANT qu'il résulte de tout ce qui précède qu'il y a lieu de proposer au préfet de régler le budget primitif de la commune de Saint-Louis en équilibre, les dépenses et les recettes des sections de fonctionnement et d'investissement s'équilibrant respectivement à hauteur de 83 627 095 € et 25 626 070 €, le détail par chapitre figurant en annexes au présent avis ;

IV - SUR LA POURSUITE DU PLAN D'ÉCONOMIES

CONSIDÉRANT que l'augmentation du chapitre 012 « charges de personnel » résulte, non seulement, de transferts d'agents du centre communal d'action sociale et de la caisse des écoles conformément à la recommandation de la chambre mais également du choix de la commune, par délibération du 2 mars 2018, de fixer les niveaux de l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise et de retenir un complément indemnitaire représentant un coût annuel supplémentaire de 790 000 € ; que cette décision conjuguée à l'absence de maîtrise suffisante des effectifs cumulés de la ville, du centre communal d'action sociale et de la caisse des écoles va une nouvelle fois à l'encontre des mesures de redressement préconisées par la chambre de réduire les charges de personnel au regard notamment, du non-remplacement des départs à la retraite, de la révision du régime indemnitaire et de la mutualisation de services avec la CIVIS ; que les subventions versées au centre communal d'action sociale et à la caisse des écoles doivent être contenues ; que la mise en œuvre de l'ensemble de ces recommandations participera à la maîtrise des charges de fonctionnement permettant d'assurer le financement des investissements de la commune ;

CONSIDÉRANT que la commune s'est également engagée par contrat avec l'État à limiter l'augmentation de ses dépenses réelles de fonctionnement à 1,2 % de celles réalisées en 2017 ; que, sans la mise en œuvre des recommandations formulées par la chambre, cet engagement ne pourrait être tenu et risquerait de conduire à une reprise financière nécessitant un approfondissement des mesures d'économies ;

CONSIDÉRANT qu'il résulte de ce qui précède que le plan de redressement doit être poursuivi en 2018 au moins pour permettre la résorption complète du déficit et le retour à l'équilibre des deux sections ; que, par suite, le préfet est tenu de transmettre à la chambre les budgets primitifs de la commune jusqu'à que cette dernière constate le retour à l'équilibre ;

COPIE

PAR CES MOTIFS

Article 1 **CONSTATE** que la commune de Saint-Louis n'a pas pris des mesures suffisantes pour résorber le déficit de son budget ;

Article 2 **INVITE** en conséquence le préfet de La Réunion à régler et rendre exécutoire le budget primitif 2018 de la commune (budget principal), conformément aux propositions figurant au présent avis, en application des dispositions de l'article L. 1612-14 du code général des collectivités territoriales ;

Article 3 **ENGAGE** la commune à respecter de manière rigoureuse le budget tel qu'arrêté par le préfet et à appliquer un plan d'économies efficient et efficace ;

Article 4 **RAPPELLE** que l'article L. 1612-14 du code général des collectivités territoriales prévoit que les budgets successifs seront transmis par le préfet à la chambre régionale des comptes qui appréciera si les mesures de redressement prises par la collectivité sont suffisantes ;

Article 5 **RAPPELLE** que le conseil municipal de Saint-Louis devra être informé du présent avis dès sa plus proche réunion, conformément aux dispositions de l'article L. 1612-19 du code général des collectivités territoriales ;

Article 6 **DIT** que le présent avis sera notifié au préfet de La Réunion, au maire de la commune de Saint-Louis ; copie en sera adressée au directeur régional des finances publiques de La Réunion et au comptable de la commune.

Fait et délibéré en la chambre régionale des comptes de La Réunion, le 10 juillet deux mille dix-huit

Présents : M. Sébastien Fernandes, président de section, président, M. Paul Parent, premier conseiller, rapporteur, M. Taha Bangui, Mme Fanny M. Didier Herry, premiers conseillers, assesseurs.

En foi de quoi, le présent avis a été signé par nous.

Signé : M. Sébastien Fernandes, président de section, président et M. Paul Parent, premier conseiller, rapporteur.

Collationné, certifié conforme à la minute étant au greffe de la chambre régionale des comptes de La Réunion et délivré par moi, secrétaire général.

CHAMBRE REGIONALE DES COMPTES ☆ REUNION ☆

Le secrétaire général

Yves Le Meur

Annexes

COMMUNE DE SAINT-LOUIS

SECTION DE FONCTIONNEMENT - CHAPITRES

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

		colonne 1	colonne 2	colonne 3	colonne 4	colonne 5	colonne 6	colonne 7	colonne 8
Chap.	Libellé	Compte administratif 2017	Restes à réaliser	Propositions nouvelles	TOTAL BP 2018 (2+3)	Corrections des insincérités	Budget corrigé des insincérités	Modifications CRC	Propositions CRC
011	Charges à caractère général	6 332 923		6 400 000	6 400 000		6 400 000		6 400 000
012	Charges de personnel	63 259 513		64 100 000	64 100 000		64 100 000		64 100 000
014	Attenuations de produits	148 216		160 000	160 000		160 000		160 000
65	Autres charges de gestion	9 149 837		10 141 171	10 141 171		10 141 171	-800 000	9 341 171
	Total dépenses de gestion courante	**78 890 489**	**0**	**80 801 171**	**80 801 171**	**0**	**80 801 171**	**-800 000**	**80 001 171**
66	Charges financières (sauf ICNE 6611)	875 028		930 000	930 000		930 000	-80 000	850 000
67	Charges exceptionnelles	144 829		440 000	440 000	-340 000	100 000		100 000
022	Dépenses imprévues	0		0	0		0		0
	Total dépenses réelles de fonct.	**79 910 346**	**0**	**82 171 171**	**82 171 171**	**-340 000**	**81 831 171**	**-880 000**	**80 951 171**
023	Virement à la section d'investissement			1 483 640	1 483 640		1 483 640	-607 716	875 924
042	Opé.d'ordre de transfert entre sections	3 963 681		1 800 000	1 800 000		1 800 000		1 800 000
043	Opé.d'ordre à l'intérieur de la sect.fonct.	0		0	0		0		0
	Total dépenses d'ordre de fonct.	**3 963 681**		**3 283 640**	**3 283 640**	**0**	**3 283 640**	**-607 716**	**2 675 924**
	TOTAL	**83 874 027**	**0**	**85 454 811**	**85 454 811**	**-340 000**	**85 114 811**	**-1 487 716**	**83 627 095**
+	**D002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE**	**2 283 405**			**0**		**0**		**0**
=	**TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT**	**86 157 432**	**0**		**85 454 811**	**-340 000**	**85 114 811**	**-1 487 716**	**83 627 095**

COPIE

COPIE

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

		colonne 1	colonne 2	colonne 3	colonne 4	colonne 5	colonne 6	colonne 7	colonne 8
Chap.	Libellé	Compte administratif 2017	Restes à réaliser	Propositions nouvelles votées	TOTAL BP 2018 (2+3)	Corrections des insincérités	Budget corrigé des insincérités	Modifications CRC	Propositions CRC
013	Attenuations de charges	966 632		900 000	900 000		900 000		900 000
70	Produits des services , du domaine ...	890 672		1 166 000	1 166 000		1 166 000		1 166 000
73	Impôts et taxes	65 440 799		56 198 300	56 198 300	10 464 431	66 662 731		66 662 731
74	Dotations et participations	13 805 303		25 466 900	25 466 900	-11 735 536	13 731 364		13 731 364
75	Autres produits de gestion courante	465 410		460 000	460 000		460 000		460 000
	Total recettes de gestion courante	**81 568 816**	**0**	**84 191 200**	**84 191 200**	**-1 271 105**	**82 920 095**	**0**	**82 920 095**
76	Produits financiers	35		0	0		0		0
77	Produits exceptionnels	1 550 323		510 000	510 000	-500 000	10 000		10 000
	Total recettes réelles de fonct.	**83 119 174**	**0**	**84 701 200**	**84 701 200**	**-1 771 105**	**82 930 095**	**0**	**82 930 095**
042	Opé.d'ordre de transfert entre sections	3 094 869		697 000	697 000		697 000		697 000
043	Opé.d'ordre à l'intérieur de la sect.fonct.	0		0	0		0		0
	Total recettes d'ordre de fonct.	**3 094 869**		**697 000**	**697 000**	**0**	**697 000**	**0**	**697 000**
	TOTAL	**86 214 043**	**0**	**85 398 200**	**85 398 200**	**-1 771 105**	**83 627 095**	**0**	**83 627 095**
+	**R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE**	**0**			**56 611,00**	**-56 611**	**0**	**0**	**0**
=	**TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT**	**86 214 043**	**0**		**85 454 811**	**-1 827 716**	**83 627 095**	**0**	**83 627 095**
	Equilibre	**56 611**	**0**		**0**		**-1 487 716**		**0**

SECTION D'INVESTISSEMENT - CHAPITRES

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

		colonne 1	colonne 2	colonne 3	colonne 4	colonne 5		colonne 6	colonne 7	colonne 8
Chap.	Libellé	CA 2017	Restes à réaliser	Propositions nouvelles votées	TOTAL BP 2018 (2+3)	Corrections des insincérités		Budget Corrigé des insincérités	Modifications CRC	Propositions CRC
						RAR	Prop.Nvelles			
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	541 392	333 149	1 483 000	1 816 149			1 816 149	-166 113	1 650 036
204	Subventions d'investissement versées	0	0	0	0			0		0
21	Immobilisations corporelles	819 471	159 238	1 391 700	1 550 938			1 550 938	-141 855	1 409 083
22	Immobilisations reçues en affectation	0	0	0	0			0		0
23	Immobilisations en cours	7 305 577	3 405 648	7 688 012	11 093 660			11 093 660	-1 014 672	10 078 988
	total opérations d'équipement	0	0	0	0			0		0
	Total dépenses d'équipement	**8 666 440**	**3 898 035**	**10 562 712**	**14 460 747**	**0**	**0**	**14 460 747**	**-1 322 640**	**13 138 107**
10	Dotations, fonds divers et réserves	528 000	0	0	0			0		0
13	subventions d'investissement	0	0	0	0			0		0
16	Emprunts et dettes assimilées	3 215 935	0	4 073 000	4 073 000			4 073 000	-573 000	3 500 000
26	Participations et créances	0	30 000	0	30 000			30 000		30 000
27	Autres immobilisations financières	150 000	0	400 900	400 900			400 900		400 900
020	Dépenses imprévues			0	0			0		0
	Total des dépenses financières	**3 893 935**	**30 000**	**4 473 900**	**4 503 900**	**0**	**0**	**4 503 900**	**-573 000**	**3 930 900**
45X1	**Total des op. pour compte de tiers**	**0**	**0**	**0**	**0**			**0**		**0**
	Total dépenses réelles d'invest.	**12 560 375**	**3 928 035**	**15 036 612**	**18 964 647**	**0**	**0**	**18 964 647**	**-1 895 640**	**17 069 007**
040	Op.d'ordre de transfert entre section	3 094 869	0	697 000	697 000			697 000		697 000
041	Opérations patrimoniales	1 924 400	0	1 250 000	1 250 000			1 250 000		1 250 000
	Total dépenses d'ordre d'invest.	**5 019 269**	**0**	**1 947 000**	**1 947 000**	**0**	**0**	**1 947 000**	**0**	**1 947 000**
	TOTAL	**17 579 644**	**3 928 035**	**16 983 612**	**20 911 647**	**0**	**0**	**20 911 647**	**-1 895 640**	**19 016 007**
+	**D001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE**	**5 415 450,00**			**6 610 063,00**			**6 610 063**		**6 610 063**
=	**TOTAL DES DEP. D'INVESTISSEMENT**	**22 995 094,00**			**27 521 710,00**	**0**	**0**	**27 521 710**	**-1 895 640**	**25 626 070**

COPIE

COPIE

RECETTES D'INVESTISSEMENT

		colonne 1	colonne 2	colonne 3	colonne 4	colonne 5		colonne 6	colonne 7	colonne 8
Chap.	Libellé	CA 2017	Restes à réaliser	Propositions nouvelles votées	TOTAL BP 2018 (2+3)	Corrections des insincérités		Budget Corrigé des insincérités	Modifications CRC	Propositions CRC
						RAR	Prop.Nvelles			
13	Subventions d'investissement	3 649 510	3 772 705	4 727 600	8 500 305			8 500 305		8 500 305
16	Emprunts et dettes assimilées	4 300 000	5 050 000	6 000 000	11 050 000	-1 844 535		9 205 465		9 205 465
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0	0	0	0			0		0
204	Subventions d'investissement versées	0	0	0	0			0		0
21	Immobilisations corporelles	26 760	0	0	0			0		0
22	Immobilisations reçues en affectation	0	0	0	0			0		0
23	Immobilisations en cours	155 111	0	0	0			0		0
	Total recettes d'équipement	**8 131 381**	**8 822 705**	**10 727 600**	**19 550 305**	**-1 844 535**	**0**	**17 705 770**	**0**	**17 705 770**
10	Dotations, fonds divers et réserves	2 352 441	717 065	2 000 000	2 717 065			2 717 065		2 717 065
1068	Excédent de fonctionnement capitalisé	0	0	0	0		56 611	56 611		56 611
26	Participations et créances	0	0	0	0			0		0
27	Autres immobilisations financières	13 129	0	21 900	21 900			21 900		21 900
024	Produits des cessions	0	0	698 800	698 800		500 000	1 198 800		1 198 800
	Total des recettes financières	**2 365 570**	**717 065**	**2 720 700**	**3 437 765**	**0**	**556 611**	**3 994 376**	**0**	**3 994 376**
45X2	**Total des op. pour compte de tiers**	**0**	**0**	**0**	**0**			0		**0**
	Total recettes réelles d'invest.	**10 496 951**	**9 539 770**	**13 448 300**	**22 988 070**	**-1 844 535**	**556 611**	**21 700 146**	**0**	**21 700 146**
021	Virement de la section de fonctionnement			1 483 640	1 483 640		0	1 483 640	-607 716	875 924
040	Op.d'ordre de transfert entre section	3 963 681		1 800 000	1 800 000			1 800 000		1 800 000
041	Opérations patrimoniales	1 924 400		1 250 000	1 250 000			1 250 000		1 250 000
	Total recettes d'ordre d'invest.	**5 888 081**		**4 533 640**	**4 533 640**	**0**	**0**	**4 533 640**	**-607 716**	**3 925 924**
	TOTAL	**16 385 032**	**9 539 770**	**17 981 940**	**27 521 710**	**-1 844 535**	**556 611**	**26 233 786**	**-607 716**	**25 626 070**
+	R001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE							0	0	0
=	TOTAL DES REC. D'INVESTISSEMENT	16 385 032			27 521 710	-1 844 535	556 611	26 233 786	-607 716	25 626 070
	Equilibre	-6 610 062	5 611 735		0			-1 287 924	1 287 924	0
	Résultat de clôture (SF+SI)	-6 553 451	5 611 735		0			-2 775 640		0

COPIE

RECETTES D'INVESTISSEMENT

		colonne 1	colonne 2	colonne 3	colonne 4	colonne 5		colonne 6	colonne 7	colonne 8
Chap.	Libellé	CA 2017	Restes à réaliser	Propositions nouvelles votées	TOTAL BP 2018 (2+3)	Corrections des insincérités		Budget Corrigé des insincérités	Modifications CRC	Propositions CRC
						RAR	Prop.Nvelles			
13	Subventions d'investissement	3 649 510	3 772 705	4 727 600	8 500 305			8 500 305		8 500 305
16	Emprunts et dettes assimilées	4 300 000	5 050 000	6 000 000	11 050 000	-1 844 535		9 205 465		9 205 465
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0	0	0	0			0		0
204	Subventions d'investissement versées	0	0	0	0			0		0
21	Immobilisations corporelles	26 760	0	0	0			0		0
22	Immobilisations reçues en affectation	0	0	0	0			0		0
23	Immobilisations en cours	155 111	0	0	0			0		0
	Total recettes d'équipement	**8 131 381**	**8 822 705**	**10 727 600**	**19 550 305**	**-1 844 535**	**0**	**17 705 770**	**0**	**17 705 770**
10	Dotations, fonds divers et réserves	2 352 441	717 065	2 000 000	2 717 065			2 717 065		2 717 065
1068	Excédent de fonctionnement capitalisé	0	0	0	0		56 611	56 611		56 611
26	Participations et créances	0	0	0	0			0		0
27	Autres immobilisations financières	13 129	0	21 900	21 900			21 900		21 900
024	Produits des cessions	0	0	698 800	698 800		500 000	1 198 800		1 198 800
	Total des recettes financières	**2 365 570**	**717 065**	**2 720 700**	**3 437 765**	**0**	**556 611**	**3 994 376**	**0**	**3 994 376**
45X2	**Total des op. pour compte de tiers**	**0**	**0**	**0**	**0**			0		**0**
	Total recettes réelles d'invest.	**10 496 951**	**9 539 770**	**13 448 300**	**22 988 070**	**-1 844 535**	**556 611**	**21 700 146**	**0**	**21 700 146**
021	Virement de la section de fonctionnement			1 483 640	1 483 640		0	1 483 640	-607 716	875 924
040	Op.d'ordre de transfert entre section	3 963 681		1 800 000	1 800 000			1 800 000		1 800 000
041	Opérations patrimoniales	1 924 400		1 250 000	1 250 000			1 250 000		1 250 000
	Total recettes d'ordre d'invest.	**5 888 081**		**4 533 640**	**4 533 640**	**0**	**0**	**4 533 640**	**-607 716**	**3 925 924**
	TOTAL	**16 385 032**	**9 539 770**	**17 981 940**	**27 521 710**	**-1 844 535**	**556 611**	**26 233 786**	**-607 716**	**25 626 070**
+	**R001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE**							**0**	**0**	**0**
=	**TOTAL DES REC. D'INVESTISSEMENT**	**16 385 032**			**27 521 710**	**-1 844 535**	**556 611**	**26 233 786**	**-607 716**	**25 626 070**
	Equilibre	**-6 610 062**	**5 611 735**		**0**			**-1 287 924**	**1 287 924**	**0**
	Résultat de clôture (SF+SI)	**-6 553 451**	**5 611 735**		**0**			**-2 775 640**		**0**